

## Revoir notre système scolaire: Pour plus de cohésion sociale et un avenir autodéterminé

Dr. Khadija Katja Wöhler-Khalfallah

20 Décembre, 2012

Du jour où Rached Ghannouchi, le leader du mouvement fondamentaliste islamique de la Tunisie, a décidé de retourner de son exil à Londres, la Tunisie est devenue témoin d'un clivage profond qui paraît séparer sa société en deux fronts intransigeants. De suite la question s'impose comment au 21<sup>ème</sup> siècle une telle adhésion à des courants prônant l'absolutisme comme le salafisme et le néo-salafisme des Frères Musulmans, dont ENNAHDA n'est que la branche Tunisienne, peut être possible.

Pourtant leurs adeptes paraissent eux aussi être convaincus de militer pour un état « juste », Un état où les dirigeants se retiennent à abuser du pouvoir, à humilier le peuple et surtout les démunies, à détourner le bien public et à avoir recours à l'arbitraire, au népotisme et à la torture. Ce qui les distingue pourtant des adeptes de la démocratie sont les solutions proposées pour surmonter le tort. Victimes d'une dictature hostile à la connaissance critique, les partisans du califat sont convaincus que seule la soumission à la charia, une loi divine assurera l'objectif, ne réalisant pas qu'il n'est pas du tout évident à quelles lois les interprètes aboutiront dans la charia, ce qui l'expose au risque d'être instrumentalisée pour des fins bien profane. Ce constat alimente le soupçon que ce qui nous sépare n'est qu'un manque de connaissance qui se laisse rattraper.

Un livre très épanouissant sur la situation alarmante de nos sociétés aux Maghreb en général et de la Tunisie en particulier est l'étude à laquelle ont participé beaucoup de chercheurs nord africains, éditée par Camille et Yves Lacoste: « L'état du Maghreb » (Tunis: Ceres productions, 1991). Comme le montre la date de parution, le livre n'est plus très actuel, mais l'approche reste sans égal et demande à être poursuivie.

- Ce qui me paraît être crucial dans un système d'éducation moderne sont les méthodes d'enseignement qui doivent encourager l'initiative personnelle, l'amour du savoir, l'intérêt à la recherche scientifique et le questionnement des choses.
- Plus jamais un système d'éducation Tunisien doit exclure tant d'enfants ou d'adolescents sans achèvement. Quelle surprise a saisi les Tunisiens à la suite des élections en se rendant compte que deux millions de Tunisiens sont encore analphabètes ! C'est quand même un cinquième de la population. C'est pourquoi il est temps de changer de philosophie à l'égard des buts de l'éducation. La première tâche doit consister à élever une personnalité émancipée équipée de tout les moyens pour pouvoir affronter les nécessités de la vie privée, politique et professionnelle. Le but primaire ne peut pas être de trier le bon du soit-disant mauvais pour laisser tomber celui qui paraît avoir des difficultés. Le défi sera d'aider ces élèves à trouver leurs points fort.
- Pour tout ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas aboutir au baccalauréat il est temps d'envisager un système de formation professionnelle à haut niveau comme en Allemagne où l'étudiant reçoit une formation duale composée d'un volet pratique dans une entreprise accompagné de cours reçus dans une école professionnelle spécialisée.
- La confusion sur la nature de la démocratie, la séparation des pouvoirs, l'état de droit et le sécularisme comme l'afflux aux démagogues et l'adoption de solutions incomplètes incite à appeler à introduire les sciences humaines et modernes et de revoir critiqueusement notre histoire. Il s'agira de revoir avec plus de fierté les moments glorieux de notre passé pour surmonter le sentiment d'infériorité paralysant, mais en même temps d'avoir le courage de

faire face aux séquences désagréables pour retrouver la modestie et le respect nécessaire devant les exigences de la vie, loin de fantasmes mystiques. En étudiant en plus les théories d'état dans l'âge des lumières comme les réformateurs musulmans au temps de la vraie ANNAHDHA au 19ème siècle et au début du 20ème siècle nous trouverons une sensibilisation pour les possibilités de gérer au mieux une société et à empêcher réellement un gouvernement à succomber à l'abus de pouvoir, à l'arbitraire, au népotisme et à la torture, etc. De l'autre côté il devient temps d'analyser en détail les raisons qui ont mené par exemple à la révolution Française ou à la révolution Russe, de disséquer l'absolutisme puis les démagogues qui ont profité des soulèvements populaires pour aboutir au pouvoir et servir leur propre intérêt, les contrerévolutions, l'industrialisation, le capitalisme, le communisme et le fascisme. Cela entraînera notre méfiance et nous réconciliera avec notre propre passé.

- Reste à mentionner le niveau des universités théologiques islamiques qui n'ont pas connu de réelles réformes dans les derniers 500 ans et ne sont pas capables de répondre aux interprétations obscurantistes par un islam réformé à la hauteur d'une société moderne qui veut franchir le pas dans un avenir prospère et autodéterminé. A l'exception de la Tunisie, dans la majorité des pays musulmans les aspirants à la théologie islamique émanent d'un système d'éducation parallèle à moindre qualification. Pour surmonter cette régression, le futur étudiant devrait avoir obtenu son baccalauréat d'un système scolaire qui présente un niveau d'éducation élevé, vaste et critique et qui aurait à se plier aux mêmes standards dans tout le pays et pour tout élève. Que la Zitouna soit réhabilitée comme université théologique est sûrement louable mais ne devrait pas être entamé sans envisager de réelles réformes et en aucun cas cela devrait être accompagné du redressement du système d'éducation scolaire de la Zitouna. Le cas de l'Égypte et de l'Algérie montre avec insistance que des systèmes d'école à niveaux différents produisent une société à différents développements qui manquera de cohésion.

C'est à notre génération que revient maintenant l'immense tâche de réconcilier les fractions et de réunir l'inséparable (les leçons déduites de notre tradition locale avec celle déduites des expériences du monde tout entier et dont nous faisons parti) en trouvant un langage sincère pour repousser la discorde et la chute au moyen âge. En attendant une profonde réforme du système d'enseignement il sera la tâche de la société civile de lancer des débats publics rassemblant les Tunisiens de tout les couleurs pour pouvoir se prononcer sur les questions cruciales qui paraissent nous séparer et pour aboutir à de vraies solutions loin d'idéologie bornée.